

La paupérisation des éleveurs peuls de RCA¹

Claude ARDITI

UPRES A 8038, 15 Rue du Père Guérin, 75013 Paris, France

Tel. : 01 45 80 16 30 - Fax : 01 53 62 09 83

E-mail : arditi@ehess.fr

Résumé. La présence de peuls Mbororo et de leur bétail remonte aux années 1920 car ces populations pastorales qui fuyaient les diverses exactions émanant des chefferies peules de l'Adamawa au Cameroun voisin commencèrent à affluer dans le nord de l'Oubangui-Chari. A partir de 1930 les Mbororo étendirent leurs parcours pastoraux dans l'ouest du pays et les effectifs bovins (estimés à 150.000 en 1933 et 200.000 en 1937) ne cessèrent d'augmenter régulièrement par la suite grâce à l'arrivée de nouveaux éleveurs. Pourtant cette progression rapide dans la savane centrafricaine se heurta rapidement à la trypanosomose et à la peste bovine. Grâce aux efforts des services de l'Élevage la situation sanitaire s'améliora.. En 1984 le pays disposait d'environ 2 millions de têtes. Les éleveurs peuls et leur cheptel étaient désormais présents dans l'ensemble des zones de savane et leur nombre était évalué à 210.000 en 1985 (pour une population totale d'environ 3 millions d'habitants.).

Pourtant depuis une vingtaine d'années on assiste à une diminution de la taille des troupeaux avec la survenue de la grande épizootie de peste bovine en 1983, appelée "*Pettu*", qui a malheureusement coïncidé avec la grande sécheresse baptisée "*Ceedua*" par les Peuls, qui a principalement touché les régions sahéliennes, mais aussi le nord de la RCA. Ceci s'est traduit, pour la majeure partie des éleveurs, par l'impossibilité de vivre désormais uniquement de l'élevage et par la nécessité de diversifier leurs activités économiques et leurs revenus monétaires pour pouvoir subsister. Les choix qui se sont portés sur l'agriculture, le petit commerce, la pêche ou la recherche de diamants, parfois en combinant plusieurs activités, en fonction du capital à investir pour démarrer, ont eu des conséquences sur les pratiques d'élevage et sur la mobilité pastorale. Les activités agricoles présentent l'intérêt de limiter la décapitalisation du troupeau car l'éleveur-agriculteur produit tout ou partie de son alimentation qui représente un poste de dépenses très important dans les budgets familiaux. Malheureusement, cette diminution du nombre de bêtes vendues est insuffisante pour pouvoir inverser la tendance générale à la baisse des effectifs du troupeau des éleveurs-agriculteurs.

La sédentarisation entraîne de nombreuses conséquences tant sociales qu'économiques. D'abord, les Peuls s'intègrent plus facilement à la société centrafricaine en se fixant. Ils parlent plus volontiers le *sango*, langue nationale du pays, et participent à la vie associative et municipale en général. Dans les campements sédentaires mais surtout dans les agglomérations, les besoins des Peuls (alimentaires et culturels) changent et cela implique souvent des dépenses plus élevées qu'en pleine brousse. La ville propose des biens "culturels" nouveaux pour les Peuls tels que cinéma, télévision, journaux etc. qu'il faut payer et qui proposent des images de l'Afrique et du monde. Cet appétit de consommation qu'ils partagent avec les autres centrafricains peut malheureusement aboutir à un appauvrissement rapide.

¹ Ce texte synthétise les données collectées sur le terrain en 2001 pendant plusieurs mois par J. Picard, WC Modibo, et L.Mbaiki dans le cadre d'une étude financée par le MAE et réalisée sous notre direction (Arditi et alii 2001). Les termes de référence spécifiaient l'étude des points suivants : liens entre paupérisation et sédentarisation, changements intervenus dans les systèmes de production pastoraux et conséquences sur l'organisation sociale, diversification des activités économiques, utilisation des revenus, activités des femmes etc.

Les changements dans les systèmes de production pastoraux

L'éleveur qui se consacre uniquement aux activités pastorales, ne cultive pas et ne vend que ses animaux pour entretenir sa famille et subvenir à ses besoins tend à devenir une catégorie privilégiée et minoritaire dans le monde peul de RCA. D'une manière générale, il apparaît en effet que les éleveurs "purs" continuent de diminuer progressivement suivant une tendance qui a débuté il y a une vingtaine d'années. Leur proportion est en effet passée de 35,5 % en 1997 à 28 % en 2001. Par contre, et c'est logique les catégories dénommées dans certains travaux "éleveurs-agriculteurs" et surtout "commerçants-éleveurs" augmentent. Cela signifie que les éleveurs appauvris pratiquent pour subsister et tenter de reconstituer leur cheptel des activités telles que l'agriculture, le commerce voire la pêche ou la recherche de diamants. Ces dernières activités sont cependant très minoritaires et ne représentent que 2 % des Peuls de l'échantillon étudié.

Diminution de la taille des troupeaux.

Les auteurs précédents (Le Masson, 1990, 1992, Meyer et alii, 1997) ². avaient déjà constaté une réduction de la taille moyenne des troupeaux et des effectifs des Peuls ³ depuis les enquêtes de J. Boutrais en 1984 ⁴. D'après les chiffres obtenus à partir des entretiens auprès de 94 "éleveurs", **la tendance à la diminution de la taille moyenne des troupeaux se poursuit aujourd'hui si on considère le Centre et l'Ouest réunis.** Pour les deux principales catégories, éleveurs purs et éleveurs-agriculteurs (76 % de l'ensemble des éleveurs toutes catégories confondues), la tendance à la diminution des effectifs se poursuit.

Les causes de la paupérisation

Les Peuls se sédentarisent pour plusieurs raisons mais surtout quand une diminution importante des effectifs du troupeau se manifeste, entraînant l'impossibilité de vivre uniquement des revenus d'un élevage conduit de manière extensive. L'éleveur qui se paupérise, en perdant tout ou partie de ses bêtes, doit diversifier ses activités économiques pour obtenir d'autres revenus monétaires afin de pouvoir subsister. Il opte en premier lieu pour l'agriculture car l'accès à la terre est relativement aisé vu les faibles densités des régions où vivent les éleveurs peuls et l'achat d'instruments aratoires (houes principalement) n'est guère onéreux. La pratique agricole nécessite cependant de se fixer ne serait-ce que provisoirement. D'autres activités imposant une certaine sédentarité peuvent aussi être

² Dans l'enquête de 1997 (Meyer et alii., 1997) les auteurs ont identifié 5 catégories d'éleveurs : "éleveur pur", "éleveur-agriculteur", "agriculteur-éleveur", "éleveur-commerçant", "commerçant-éleveur".

³ Sur la quantification des effectifs cf Pouillon, 1988.

⁴ Les principales enquêtes sur les Peuls de RCA ont été réalisées à partir des années 1980. La première est celle de Boutrais (cf bibliographie). Les thèmes abordés concernent surtout les systèmes de production pastoraux qui sont analysés en détail mais aussi la structuration du milieu (création des premiers GIP).

La seconde est celle de Claude Le Masson réalisée en 1992 dans la préfecture de l'Ombella M'Poko (centre) qui faisait suite à des travaux antérieurs menés à partir de 1985 (cf bibliographie). Elle a concerné l'évolution des systèmes pastoraux et a mis l'accent sur l'analyse du processus d'appauvrissement initiée par Boutrais.

La troisième est celle de CIRAD/EMVT/BERETEC (cf biblio Meyer et alii 1997) qui s'est déroulée en 1996 sur l'ensemble du pays. Elle confirme pleinement le diagnostic d'appauvrissement des éleveurs dans la mesure où seulement 35,5% de l'échantillon étudié vit exclusivement de la production animale.

choisies par l'éleveur comme le commerce, la pêche ou la recherche de diamants en fonction de l'importance du capital de départ disponible.

La diminution des effectifs bovins est souvent liée à une décapitalisation accélérée du troupeau, conséquence d'une augmentation des charges monétaires induites par l'accroissement de la taille de la famille et par l'inflation des prix des produits de première nécessité. L'éleveur se voit alors contraint de vendre plus de bêtes que par le passé (en valeur relative par rapport à l'effectif total) pour satisfaire les besoins de sa famille en produits alimentaires et manufacturés, en médicaments humains et animaux. La diminution de la taille du troupeau peut aussi s'expliquer par des raisons indépendantes de la volonté des éleveurs : d'abord les maladies que l'on sait en recrudescence mais aussi les vols, et les rançons demandées par les *zarginas* ⁵ en cas de rapt d'enfant ⁶.

La sédentarisation s'explique aussi par les facteurs suivants. insécurité grandissante en brousse en raison des coupeurs de route mais aussi peur des vols de bêtes qui poussent à rechercher une installation permanente le long des principaux axes routiers réputés plus sûrs.

Le processus de paupérisation

La diminution de la taille des troupeaux qui va de pair avec la paupérisation des éleveurs a surtout commencé il y a 20 ans avec la survenue de la grande épizootie de peste bovine de 1983 appelée *pettu* en fulfulde qui a malheureusement coïncidé avec la grande sécheresse *ceedua* ⁷ survenue la même année principalement dans les régions sahéliennes mais dont les effets se sont fait sentir aussi beaucoup plus au sud dans les savanes de RCA. Ensuite, mais surtout depuis une dizaine d'années la décapitalisation du troupeau n'a pu être évitée pour faire face à des besoins monétaires de plus en plus élevés, en partie liés à la dévaluation du F CFA intervenue en janvier 1994.

Il n'est pas rare qu'un éleveur qui disposait il y a 20 ans de plusieurs centaines de bêtes n'en ait eu qu'une centaine au début des années 1990 et ne dispose plus que de seulement quelques têtes aujourd'hui. L'année 1983 est considérée par les éleveurs comme marquant le début de leur pratique de l'agriculture, conséquence de leur appauvrissement. Les activités agricoles présentent l'intérêt de limiter la décapitalisation du troupeau car l'éleveur qui s'y adonne produit une partie de son alimentation (à base de manioc comme l'immense majorité des centrafricains) qui représentait une charge d'environ 50 % des dépenses monétaires dans les budgets familiaux (en 1990 cf Le Masson). Ainsi, l'éleveur qui se met à cultiver réussit à vendre en moyenne 20 % de bêtes en moins au minimum avec un nombre de personnes à charge constant. Malheureusement, cette diminution du nombre de bêtes vendues n'est pas suffisante pour pouvoir inverser la tendance générale à la baisse des effectifs du troupeau des éleveurs pratiquant l'agriculture La sédentarisation qui ne peut jamais être considérée comme irréversible transforme cependant progressivement la société peule dans son ensemble.

⁵ Coupeurs de routes qui sont rendus responsables de l'insécurité qui règne, depuis les années 1980, dans certaines régions du pays (à l'origine ce terme fait référence à l'amidon de couleur bleue, à mettre en relation avec l'arabe *azrag* qui signifie bleu, dont on badigeonnait le visage des voleurs pris en flagrant délit sur les marchés, afin de les empêcher de nuire). Par la suite, *zargina* a désigné les voleurs qui attaquent, pillent les passagers des véhicules qui circulent en milieu rural et rançonnent aussi parfois les éleveurs en enlevant leurs enfants.

⁶ L'importance des sommes versées par les parents dont les enfants sont enlevés par les *zargina* : parfois de l'ordre de plusieurs millions CFA inciterait à penser que les éleveurs visés sont choisis en fonction de leur richesse. Ce qui suppose une certaine connaissance du milieu peul par les *zargina*....

⁷ Terme qui renvoie à *ceedu* qui signifie saison sèche et chaude.

L'agriculture

L'engagement agricole des Peuls remonte en général à l'année 1983. A l'époque, les marchés à bestiaux ont été fermés en raison de la peste bovine et les éleveurs se sont retrouvés sans argent pour acheter des produits vivriers. En outre, la même année, la cochenille farineuse, maladie du manioc, a provoqué son renchérissement. En raison de ces graves problèmes, les Peuls ont cherché à produire eux-mêmes les produits vivriers à la base de leur alimentation. (Meyer et al., 1997 : 190-191).

Les Peuls sont aujourd'hui 38,4 % à cultiver depuis moins de 10 ans et 61,6 % depuis plus longtemps (contre respectivement 75 % et 25 % en 1996, Etude MEYER et al.1997). La grande majorité de ceux qui cultivent ont commencé depuis environ 15 ans.

En moyenne, l'engagement agricole est plus ancien dans l'Ouest mais très faiblement (13,3 ans/12,9 ans dans le Centre). En 1990, la différence était plus marquée avec 5,3 ans dans l'Ouest et 3 ans au Centre.

En général, les terres agricoles sont attribuées gratuitement, celui qui défriche devient l'usufruitier sans payer de droits aux ayants droits coutumiers (Gbayas en général).

Les Peuls cultivent le manioc et le maïs principalement pour la consommation et parfois pour la vente. Le maïs est plus développé que le manioc dans l'Ouest. A ces deux plantes principales, s'ajoutent des tubercules (igname, taro), des céréales (sorgho, riz,) des oléagineux (arachide, sésame), des arbres fruitiers, de la canne à sucre, divers légumes et le café dans la région de Boda-Mbaiki.

Les techniques culturelles demeurent traditionnelles, la culture à la houe domine. Les Peuls les plus fortunés ont souvent recours à des ouvriers agricoles temporaires, le plus souvent Gbayas. Il y a quelques années, les éleveurs peuls leur achetaient une bonne partie des produits vivriers. Aujourd'hui, dans certains secteurs de l'Ouest où les Peuls ont maîtrisé les techniques agricoles les relations avec les se sont inversées.

L'autosuffisance en produits vivriers n'est pourtant que rarement réalisée par les Peuls et le manioc manque parfois sur les marchés de l'Ouest vraisemblablement parce que la production locale est inférieure à la demande d'une population qui a fortement augmenté ces 20 dernières années. Il s'ensuit une hausse des prix.

Il apparaît pourtant que l'agriculture seule ne permet pas d'acheter assez de bovins pour constituer (ou reconstituer) un troupeau. Les activités commerciales (de bétail et de détail) semblent plus lucratives, comme on va le voir ci-après

Le commerce

De nombreux Peuls se tournent désormais vers le commerce. Les jeunes en particulier sont très attirés par cette activité. Un commerce bien géré permet, à défaut de s'enrichir, de vivre et d'acheter des biens de consommation. Il offre surtout la possibilité de vivre en ville ou dans une agglomération plutôt que dans les campements de brousse qui n'attirent plus les jeunes. Il peut aussi s'agir pour certains, d'une nécessité lorsque le nombre de bêtes baisse

dangereusement dans le troupeau. Deux grands types de commerce existent : le commerce dit général à petite échelle et celui du bétail.

Le commerce dit "général".

Certains Peuls continuent à pratiquer l'élevage à côté des activités commerciales. Mais il faut savoir qu'un grand nombre de Peuls l'abandonne pour se consacrer uniquement au commerce. **Souvent, lorsque l'éleveur ne possède plus que quelques bovins, il préfère les vendre pour constituer un capital de départ pour le commerce.** Les commerçants "généralistes" sont bien plus nombreux que les commerçants de bétail car le capital de départ est peu important. Ils engagent souvent un berger du fait de leur double activité. Ils peuvent posséder une boutique en ville dans la rue commerçante ou bien vendre leurs marchandises sur un ou plusieurs marchés hebdomadaires après avoir acquitté un droit de place (50 FCFA/jour à la mairie). Ceux qui sont propriétaires d'une boutique paient une patente d'environ 30000 F.CFA annuels. Les produits offerts à la vente sont des aliments, vêtements etc. Les "cafétérias" ⁸ sont très nombreuses car l'investissement est faible. Les bénéfices peuvent être investis dans l'achat de jeunes bovins (60000 F.CFA./tête) mais la relative faiblesse des gains ne permet pas d'augmenter rapidement la taille du troupeau. L'activité commerciale limite la ponction dans le troupeau d'une manière nette mais ne l'annule pas. Ainsi, un commerçant de Bohong déclare qu'il devrait vendre jusqu'à 20 bovins/an s'il ne commerçait pas, alors qu'actuellement 7 à 8 taurillons/an lui suffisent pour vivre.. .

Les éleveurs-commerçants de bétail ⁹.

Le commerce de bétail est considéré comme beaucoup plus rémunérateur car il permettrait la constitution plus rapide d'un troupeau (ou sa reconstitution). Cependant il suppose un capital de départ beaucoup plus important et comporte des risques dans la mesure où la concurrence est d'autant plus vive que les Peuls qui constituent la grande majorité des éleveurs sont très minoritaires dans cette activité qu'ils ont délaissé pendant longtemps. Ils n'y sont entré bien après que ce secteur ait été investi d'abord par des Hausa puis par des Arabes d'origine tchadienne.(Arditi, 2002)

Le capital disponible influe sur le nombre d'animaux achetés et revendus par ces commerçants. Parfois, le capital est faible, alors le commerçant vend des bêtes pour d'autres personnes éleveurs ou commerçants. Quand le commerçant est propriétaire des bovins qu'il vend, il sélectionne les plus lourds. Sinon, il vend ce qu'on lui confie, dans ce cas il peut s'agir de vaches et de veaux que des éleveurs appauvris sont obligés de vendre. **Ainsi, le commerce apparaît désormais pour certains Peuls comme une activité lucrative pouvant parfois être à l'origine de la reconstitution d'un troupeau.** Bien entendu, au moment des transactions des taxes doivent être versées à l'Etat ¹⁰.

⁸ Il s'agit la plupart du temps de lieux aménagés sommairement où l'on peut consommer des boissons chaudes (café, thé) et manger des beignets.

⁹ Nous avons volontairement beaucoup résumé cette partie et nous renvoyons le lecteur à notre communication : les conséquences de la paupérisation des éleveurs peuls de RCA sur l'organisation du commerce du bétail et de la viande.

¹⁰ L'éleveur doit d'acquitter : la contribution à la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) de 1000 F./tête, la taxe communale de 1000 F./tête. Quant au commerçant, il doit payer : la contribution à l'Association Centrafricaine des Commerçants de Bétail (ACCB) et à l'Association des Commerçants de Bétail Centrafricain (ACOBCECA) de 1000 F./tête, le "laisser-passer" (taxe d'inspection sanitaire) ou taxe Fonds Interprofessionnel de Développement de l'Élevage (FIDE) de 2000 F./tête., le passeport de 1000 F./tête s'il vend à l'étranger. Les recouvrements des taxes par le FIDE sont malheureusement depuis plusieurs années en très nette diminution (passage de 243 millions de FCFA en 1997 à 173 millions en 2000 !) cf Kota-Guinza, 2000.

La pêche

La pêche s'est fortement développée dans les barrages de Boali. Car d'importants lâchages de Tilapia y ont été effectués. La proximité de l'axe bitumé Bossembélé-Boali-Bangui, facilitant la commercialisation du poisson frais et sa consommation dans les gargotes situées au bord de la route, ont sans aucun doute été un facteur déterminant dans l'essor de cette activité. Les éleveurs-pêcheurs seraient moins nombreux que les pêcheurs " purs " ou agriculteurs-pêcheurs". A Bozibouro, il existe un quartier habité par des pêcheurs peuls qui sont tous d'anciens éleveurs qui ont perdu leur cheptel à cause de l'alourdissement des charges monétaires et de la piroplasmose. Par contre, quelques km plus loin au Nord, ils sont quelques-uns à pratiquer un petit élevage bovin (quelques bêtes) dans le village de pêcheurs de Boyali. En fait, ces " éleveurs " peuls ont souvent d'autres activités : l'agriculture et la pêche. Le chiffre d'affaires varie entre 1000 et 15000 F./jour (entre 10 et 30 poissons par jour) ce qui est élevé. En dépit de revenus décentes, aucun Peul n'a encore pu reconstituer son troupeau grâce à la pêche.

La recherche diamantifère

L'exploitation artisanale du diamant est le fait de différents acteurs qui sont : les collecteurs de diamant, les coxeurs ou démarcheurs, les chefs de chantier et les *nagbata* (terme gbaya qui signifie casseur de pierre). Les collecteurs de diamants seraient originaires d'Afrique de l'Ouest 90 % et sont titulaires d'une patente de 720.000 CFA (en 1997). Ils achètent les diamants et les revendent ensuite aux Bureaux d'achat qui sont situés à Berbérati, Nola et Bangui et possèdent parfois des exploitations au nom d'un chef de chantier centrafricain. Les *nagbata* représentent la catégorie socioprofessionnelle la plus nombreuse et la plus exploitée dans le secteur du diamant. Elle est composée de jeunes ruraux déscolarisés, de diplômés au chômage etc. qui doivent posséder une carte d'artisan d'une valeur de 1000 FCFA par an. C'est parmi eux que l'on trouve en général des Peul, éleveurs appauvris, attirés par la faiblesse de l'investissement et les possibilités d'enrichissement. Certains abandonnent définitivement l'élevage mais d'autres continuent en parallèle. La recherche minière connaît un essor dans tout le pays et particulièrement dans les régions de Boda, Bouar, Carnot. Les Peuls sont, comme tous ceux qui travaillent dans ce secteur, discrets sur cette activité. Il est très difficile d'avoir des données sur le nombre de personnes exerçant cette activité mais dans certaines zones riches en diamants l'ensemble de la population, autochtone et allochtone, de moins de 30 ans y participerait d'une manière ou d'une autre. A titre d'exemple, un Ardo vivant près de Boda a déclaré que sur ses 4 garçons, deux s'y adonnaient à temps plein et que pour les deux autres, l'un était aussi agriculteur et l'autre berger. Il semblerait que des hommes d'âge mûr envisagent aussi de reconstituer ou d'agrandir leur troupeau avec les revenus du diamant. Certains sont parfois à la tête de véritables petites entreprises minières artisanales très rémunératrices (région de Bohong, Ouest).

La diversification des activités féminines

La diversification des activités des Peuls concerne aussi les femmes qui disposent souvent de nos jours de revenus monétaires. Il y a 10 ans, la vente du lait trait dans le troupeau familial ainsi que la commercialisation du petit bétail (ovins, caprins, volailles) représentaient l'essentiel des activités commerciales des femmes peules. Aujourd'hui, suite à l'effondrement des revenus laitiers (conséquence d'une baisse de la production) les femmes continuent de vendre du petit bétail mais elles ont développé d'autres activités rémunératrices telle que le

petit commerce de produits agricoles (bruts ou transformés) qui, semble-t-il, n'existait pas (ou très peu) avant 1994 (62 % des femmes du Centre exercent cette activité et elles sont 58 % dans l'Ouest en 2001). Le chiffre d'affaires journalier varie entre 500 et 2000 F.CFA. dans les deux régions. Avec le lait, le revenu net oscillait entre 500 et 5000 F avant 1994. Ce petit commerce est donc en moyenne moins rémunérateur que le lait mais il permet néanmoins de faire à nouveau des bénéfices. De plus, il est complété par d'autres activités commerciales : vente de produits agricoles, achat et revente de miel et : artisanales (couture) Ainsi, il semblerait que les femmes aient réussi, en partie, à compenser le manque à gagner lié à l'effondrement de la production du lait.

Conclusion

Les données présentées confirment de manière générale les résultats obtenus par les travaux de même nature réalisés à partir des années 1980. Elles mettent en évidence que depuis 1983 les éleveurs peuls sont engagés malgré eux dans un processus de paupérisation qui affecte, certes à des degrés divers, les diverses catégories sociales qui composent cette société.

La société peule de RCA est en effet en pleine mutation. L'activité pastorale stricto sensu n'est plus dominante aujourd'hui. La proportion d'éleveurs purs ne cesse de décroître au fil des ans (28 % en 2001). Le temps de l'opulence des pasteurs semble bien révolu et les grands troupeaux ont souvent disparu car les animaux ont été vendus pour satisfaire des besoins monétaires de plus en plus lourds. Aujourd'hui, les Peuls diversifient leurs activités pour survivre dans une économie monétaire et une société composée en majorité de sédentaires dans laquelle ils cherchent résolument à s'intégrer. Confrontés à une paupérisation qui s'accroît, ils se sédentarisent aussi pour trouver des activités de complément ou de remplacement à l'élevage bovin. Ainsi ils associent de plus en plus souvent l'agriculture ou le petit commerce à un troupeau de taille réduite. Certains, néanmoins, ont perdu entièrement leur cheptel et "sortent" du système de production pastoral (ce phénomène est très difficile à quantifier). Pour ces derniers, l'élevage n'est plus qu'un souvenir, même s'ils envisagent à terme de reconstituer un troupeau qu'ils "conduiront" de manière différente qu'autrefois (effectifs moindres, arrêt de la transhumance, activités urbaines dominantes). Pour ces Peuls l'élevage est sans doute devenu une activité dont le rôle symbolique (marqueur identitaire) prime sur les aspects proprement économiques.

Bibliographie

Arditi C., Martin A., Neu D., 2000. *Mission d'évaluation et de réorientation des activités de la Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains (FNEC)*, GRET/CIRAD, 131 p.

Arditi C., Picard J., Mobido WC., Odibo L Mbaiki, 2001. *Etude socio-économique des Peuls de RCA*. (FNEC/MAE), 102 p.

Arditi C., 2002. *Les acteurs de la commercialisation du cheptel bovin en RCA* (MAE/FNEC), 128 p et annexes.

Bernardet Ph, 1984. L'association agriculture-élevage en Afrique septentrionale. Utilisation des déjections animales à des fins agricoles, *Journal d'Agriculture Tropicale et de Botanique Appliquée*, XXXI, (3-4)

Botte R., Boutrais J., Schmitz J., (eds)1999. *Figures peules*, 539 p, Karthala.

Boutrais J., 1988. *Des Peuls en savanes humides. Développement pastoral dans l'ouest centrafricain*. 383 p, Paris, ORSTOM.

Kota-Guinza A, 2000. *Rapport de mission du Directeur du FIDE dans les régions Centre et Ouest* (16 -24 juin 2000) 8 p

Le Masson C., 1990. *Les éleveurs mbororo. étude socio-économique*. Bangui, Ministère du développement rural/ANDE, 220 p. + synthèse + annexes.

Le Masson C., 1992. *Stratégies différenciées des éleveurs d'Afrique centrale. Le cas des éleveurs Mbororo en République Centrafricaine*, 126 p, CCCE..

Meyer C. et alii, 1997. *Enquête sur l'élevage du bétail en République Centrafricaine*. Rapport final. 222 p, CIRAD-EMVT. .

Pouillon F., 1988."Cens et puissance ou pourquoi les pasteurs nomades ne peuvent pas compter leur bétail", *Cahiers d'Etudes Africaines*, 110, XXVII, 1-2, pp. 177-205

Tyc J., Sarniguet J., 1991. *Le livre blanc de l'élevage centrafricain*. Première partie : " *L'environnement du secteur de l'élevage* ". Deuxième partie : " *Diagnostic de la situation actuelle* ". Ministère de l'économie, du plan, de la statistique et de la coopération internationale, Bangui, 242 p.